

SOMMAIRE.

ELECTIONS A MANITOBA. ECHOS DU JOUR. CANAL DE NICARAGUA: E. Blain St. Aubin. UNE LETTRE DU NORD-OUEST. LA SEMAINE FINANCIERE. SERVICE TELEGRAPHIQUE. GOUVERNEMENT DE HULL. BREVET DES ECOLES SEPARÉES. A. TRAVERS OTTAWA. MARCHÉS D'OTTAWA. MARCHÉS ÉTRANGERS. FULLERTON.—Le Gouffier: Raoul de Mery.

LES ELECTIONS A MANITOBA.

On est en pleine campagne électorale à Manitoba, et l'agitation est grande. M. Norquay, qui avait voulu flatter les préjugés de la population anglaise dans sa croisade contre l'élément français et catholique, n'a pu désarmer l'opposition. Presque partout les candidats ministériels ont des adversaires, et la lutte sera vive.

Le premier ministre n'a personne à combattre, mais ses collègues—sauf M. C. P. Brown—ne sont pas du tout sûrs de triompher. Ainsi, il est fort probable que M. D. N. Walker, procureur-général, qui se présente à Westbourne, sera défait par M. W. J. M. Pratt, et que M. John Taylor, ministre de l'agriculture, sera battu par M. Alex. Murray, à Assiniboia.

D'un autre côté, nous apprenons que l'élection de M. le sénateur Girard, secrétaire-provinciale, n'est rien moins que certaine à Saint-François-Xavier. M. Patrice Breland, qui l'oppose, rallie, paraît-il, la plupart des métis à sa candidature. La situation est donc grave et menace d'avoir un dénouement regrettable si l'on n'en arrive pas à une entente—ce qui semble difficile. M. C. Stewart, qui était sur les rangs, se retirera il y a quelque temps, à la prière de M. Norquay, qui ne prévoyait pas alors l'apparition subite sur la scène de M. P. Breland, revenu de la prairie—où il avait fait la traite—depuis un mois à peine. Voilà donc trois membres du cabinet qui pourraient fort bien rester sur le carreau. Le cas échéant, l'on conçoit que M. Norquay ne serait pas précisément sur un lit de roses.

A Winnipeg, M. le capitaine Scott, qui est le chef reconnu et avoué de la gauche, dispute à M. le capitaine McMillan la faveur populaire. Tous deux sont estimés et croisent les armes avec toute la courtoisie et la vigueur du militaire. En lisant un discours prononcé par le premier ministre, à un meeting tenu ces jours derniers, nous avons remarqué les paroles suivantes de M. Norquay: "Si l'élément français est aujourd'hui représenté dans mon cabinet, c'est que, dit-il, ce parti a fini, en réfléchissant, par trouver bonne, ou acceptable, la politique qu'il dénonçait durant plusieurs mois." Evidemment M. Norquay, qui s'adressait à une majorité anglaise, ne voulait pas tout dire; car nous savons qu'il a dû donner des garanties écrites à l'honorable M. Girard. Ce fut là l'une des conditions de l'entrée de cet unique représentant de nos nationaux dans le ministère.

M. le capitaine McMillan agit devant ses électeurs le spectre de la "domination française" au nord-ouest, tandis que M. le capitaine Scott se déclare prêt à rendre pleine justice à la minorité. Son organe, le Times, après avoir dissipé le vain fantôme qui ne saurait effrayer que les esprits faibles ou préjugés, terminait ainsi un article: "Le temps a adouci les amertumes d'un passé oublié, et il n'y a plus lieu de réveiller les animosités ou les haines d'autrefois. Si M. Norquay osait fouler encore aux pieds les droits de la minorité française, les anglais conservateurs, au moins, se ligueraient pour l'en empêcher. Un Anglais digne du nom ne frappe pas un homme qui ne peut se défendre."

Nous reproduisons cet extrait pour montrer que la chute du gouvernement n'empêcherait pas, selon toute apparence, la condition de nos amis, si M. le capitaine Scott devait remplacer M. Norquay, événement fort possible du reste. Disons, toutefois, que M. le capitaine McMillan paraît avoir autant de chances de succès que son adversaire: la majorité de l'élu ne sera pas forte.

M. A. A. C. LaRivière n'a pas d'opposition à Saint-Boniface: sa réélection est certaine.

M. J. A. N. Provancher et Alex. Kitchin se présentent dans Sainte-Agathe: le résultat est douteux.

M. Joseph Taillefer sollicite de nouveau les suffrages dans la circonscription de Morris: il l'emportera, croyons-nous, sur les deux autres candidats.

M. Gilbert McMicken offre ses services dans Cartier; mais tout fait prévoir que les électeurs lui préfèrent

ront M. Pierre Delorme, leur ancien député.

M. J. B. Lapointe-Désautels compte sur une victoire facile à Verdandrye, son vieil adversaire, M. C. Nolin, étant désarmé par la loi et absent.

MM. A. Bourke et T. Garrison, deux catholiques, se disputent la Baie-Saint-Paul.

Nous ne parlerons pas de la lutte dans les autres divisions anglaises: cela n'intéresserait que peu nos lecteurs. Il suffira de dire que l'inévitable H. J. Clarke offre son ours aux électeurs de Rockwood, et que si ces bonnes gens n'en veulent pas, il ira l'offrir de suite aux électeurs de Provancher—qui n'en voudront pas davantage.

En somme, l'état des deux partis est des plus incertains, et il est impossible de prédire ce sera l'issue de la campagne. Si le cabinet de M. Norquay devait succomber, nous ne saurions, en tous cas, le regretter beaucoup; le fanatisme mesquin du chef nous en empêcherait.

Avant de finir, signalons le fait que cinq ou six circonscriptions seulement éliront des hommes portant des noms français.

ECHOS DU JOUR.

Depuis deux mois, six hommes de la Batterie B, de Kingston, ont déserter.

Le gouvernement provincial a décidé d'ériger les édifices publics à Toronto, sur l'emplacement du Queen's Park.

On mande de Québec que les finances provinciales sont dans l'état le plus pitoyable: les plus incrédules même en seront étonnés.

M. Hilton a été nommé évaluateur à Montréal, en remplacement de M. Bryson, décédé. M. Hilton était, hier, en ville, pour prendre les instructions du département du revenu de l'intérieur.

Hier, le département de l'intérieur a reçu du colonel McLeod, commandant de la police à cheval, une communication l'informant que tous les sauvages du Nord-Ouest sont parlant tranquillement.

Nous publions, dans une autre colonne, une lettre qu'un ami du Canada a bien voulu nous communiquer et qui donne les détails les plus complets sur l'assassinat de M. Grayburn, membre du corps de la police à cheval. M. Grayburn était bien connu et fort estimé à Ottawa, où sa famille réside, et nous croyons que cette lettre sera lue avec intérêt.

Demain, nous publierons une autre lettre de notre correspondant spécial au Far-West.

Le Liverpool Post donne cours aux nouvelles et rumeurs suivantes: Lord Dufferin est actuellement en Angleterre. Il est parti incognito de Saint-Petersbourg et s'est rendu immédiatement auprès de lord Beaconsfield avec lequel il a eu de longues entrevues. On prétend qu'il est porteur de graves nouvelles relatives à l'attitude de la Russie et à la question asiatique. Une autre rumeur veut aussi que lord Lyton résigne bientôt comme gouverneur-général des Indes et que lord Dufferin le remplace.

Nous voyons, par nos dépêches de ce matin, que le colonel F. Bailey Myers a lu, hier, devant la Société Américaine de géographie à New-York, un mémoire du général Ammen, qui est le compte-rendu de la séance du Congrès géographique de Paris, tenue au mois de mai dernier et à laquelle on a discuté la question du canal de Nicaragua. C'est ce même compte-rendu que nous analysons dans nos articles d'hier et d'aujourd'hui, sous le titre: Le canal de Nicaragua.

Le Mail vient de publier un article qui fait grand bruit, sur la Cour Suprême. Après s'être défendu de tout sentiment hostile ou de tout préjugé, le Mail déclare que ce haut tribunal qui a coté depuis 1875 la somme de \$189,687.65, n'a pas rempli le but pour lequel on l'avait créée. Ainsi, d'après notre confrère, la Cour Suprême n'a pas accéléré les procédures, ni diminué les frais d'appel; elle ne siège pas assez longtemps, et n'écoute pas les plaideurs avec assez de patience: enfin, ses jugements manquent trop d'uniformité et de certitude pour inspirer la confiance. Il faut donc que les juges songent à médier à tout cela; sinon, il est probable que l'on sera incapable de résister en parlement à l'hostilité qui s'est manifestée durant la dernière session, et qui s'accroît tous les jours davantage.

LE CANAL DU NICARAGUA.

Projet rival.—Préférence des longinques données au canal de Nicaragua.—Le traité Clayton-Bulwer.—La haute commission américaine.—Le général Grant et le projet.—On en est au projet actuellement.

Au moment où les Etats-Unis se préoccupent de mettre à exécution le projet de canal de Nicaragua, il n'est pas sans intérêt de rappeler que, des 1781, l'Angleterre envoya Nelson, alors capitaine de frégate, avec la mission de prendre possession du lac, de s'y installer et de faire de ce point stratégique qui commande le seul passage entre les deux océans, un Gibraltar intérieur de l'Amérique espagnole.

Mais Nelson arriva dans le port de San-Juan du Nord à la fin de la sécheresse et ne put remonter le fleuve San-Juan que jusqu'aux rapides. Cette expédition coûta aux Anglais 1,500 hommes sur les deux mille qu'elle y avait envoyés. Toutefois, avant d'y renoncer complètement, Nelson envoya un gouverneur anglais une dépêche dans laquelle il disait:

"Pour atteindre le grand but que se propose le gouvernement, j'ai l'intention de prendre possession du lac de Nicaragua qui, actuellement, doit être regardé comme le Gibraltar de l'Amérique espagnole, vu qu'il commande le seul passage, entre les deux Océans, qui doit faire de sa situation le principal point de passage du passage à l'Océan du Nord, le lac devenant notre possession, l'Amérique espagnole se trouve coupée en deux."

Plus tard, l'Américain Walker tenta de s'emparer du sol pour le compte des Etats-Unis. Alors l'Angleterre intervint de nouveau, envoie une escadre dans les eaux du Nicaragua, prend sous sa protection les Indiens habitant la côte de Mosquito et impose le nom de Greytown, du nom de lord Grey qui commandait l'expédition, au port de San-Juan du Nord.

C'est pour mettre fin à ces complications sans cesse et éviter peut-être une grande guerre, que les Etats-Unis, représentés par John M. Clayton, et l'Angleterre, représentée par Henry Bulwer Lyton, conclurent, en 1850, le traité connu sous la désignation de "Traité Bulwer Clayton" et à l'Article I duquel on lit:

"Le gouvernement des Etats-Unis et celui de la Grande-Bretagne déclarent, par les présentes, que l'un ni l'autre ne prétendra jamais obtenir aucun contrôle sur le canal de navigation projeté..."

Et à l'Article III:

"Ils garantissent la compagnie concessionnaire contre toute injustice détermination, confiscation, saisie, ou toute autre violence quelconque."

Mais le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais, depuis lors, perdu de vue ce grand projet. En 1870, il organisa trois grandes explorations: la première, sous les ordres du commandant Schafford, pour l'exploration du Tchuanotepoc (voir la carte); la deuxième, sous les ordres du commandant Selfridge, pour le Darien; la troisième, sous les ordres du commandant Lull, pour le Nicaragua. Puis, comme contrôle des travaux de cette que expédition, une haute commission fut nommée, à Washington, pour examiner les études faites et se prononcer en faveur du meilleur tracé. Au nombre de ses membres, on comptait le brigadier-général A. A. Humphreys, chef du corps du génie de M. G. P. Patterson, surintendant du corps hydrographique, et de M. Daniel Ammen, alors chef de bureau de navigation, aujourd'hui l'amiral Ammen.

Antérieurement, la compagnie américaine du chemin de fer de Panama s'est fait connaître, par le gouvernement de la Colombie, le privilège exclusif d'établir des voies de terre et de mer dans toute la province du Darien. Aucun projet de canal ne peut donc être mis à exécution par cette voie, à moins de payer, au préalable, à la compagnie de Panama, une indemnité de dix millions de dollars.

La haute commission dont nous venons de parler, avait renvoyé à deux reprises, en 1871 et en 1873, les explorateurs à leur tâche, pour examiner jusqu'aux traces les plus désignées, ne voulant se prononcer qu'en pleine connaissance de causes. Elle commença par rejeter le tracé de Tchuanotepoc, comme trop évidemment irréalisable.

Finalement, la haute commission délégua un certain nombre de ses membres pour aller au Darien et au Nicaragua, vérifier les dires des explorateurs. C'est seulement après ce contrôle qu'elle rendit son verdict, en décembre 1875, dans un rapport adressé au général Grant, alors président des Etats-Unis, et se prononça en faveur de la route de Nicaragua, comme étant la seule praticable pour l'exécution d'un canal interocéanique, malgré les sympathies évidentes que le gouvernement des Etats-Unis professait pour les traces de la Colombie.

Ainsi tombait le projet du chemin de fer de Panama et celui du canal de Darien, qui coteraient dix fois plus que le canal de Nicaragua. M. Ferdinand de Lesseps, qui était président du Congrès international de géographie de Paris, en mai 1879, aprouva entièrement ce projet qui semble avoir été fort bien accueilli en France et dans toute l'Europe.

M. Thomas de Franco, représentant des capitalistes européens qui s'intéressent à l'entreprise, est arrivé, vers la fin de novembre, à Washington où il a été en conférence, pendant trois jours, avec l'amiral Ammen.

Le général Grant a toujours été favorable à ce projet. Les grands capitalistes veulent qu'il accepte la présidence de la compagnie qui doit entreprendre la construction du canal. Grant y met ses conditions; mais on croit qu'il a virtuellement

accepté, et ce fait—s'il se confirme—vaudra bien des actionnaires à la compagnie. Elle n'aura, non plus, aucune difficulté à obtenir du Congrès tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires.

Dans le Herald, de New-York, du 27 novembre dernier, on lit la phrase suivante:

"Il y a environ trente ans, le "Traité Clayton-Bulwer" assura la neutralité du canal. Mais cette garantie n'a produit aucun effet et il appartient maintenant aux Etats-Unis de mener à bonne fin cette grande entreprise."

En d'autres termes, le Herald demande que le gouvernement des Etats-Unis se réserve le contrôle exclusif et absolu du canal.

Les journalistes des Etats-Unis saisissent toutes les occasions de prendre l'Angleterre à partie. Le "Traité Clayton-Bulwer" existe toujours et est violé n'entraînerait rien moins qu'un casus belli. Mais les bravades des confédérés américains ne sont pas de la grosse correspondance; ces bien graves. Ils ne tarderont pas eux-mêmes à demander l'abrogation régulière du traité, et rien ne s'oppose à ce que l'Angleterre y acquiesce, moyennant certaines conditions.

Comme nous l'avons dit en commençant, l'Angleterre a l'usage du canal de Suez pour contrôler et développer ses possessions de l'Inde. Le canal de Nicaragua profitera énormément à son commerce, ainsi qu'au commerce général du monde entier. Il n'y a donc, pour le moment, aucune raison d'appréhender un conflit.

En terminant cet aperçu, nous devons dire que nous avons grandement utilisé un volume intitulé: "Notes et documents présentés au Congrès géographique de Paris, du 15 mai 1879, à l'appui du projet de M. Aristide P. Blanchet, pour le canal interocéanique maritime de Nicaragua," dont nous deux articles ne sont, en réalité, qu'une analyse.

E. BLAIN ST. AUBIN.

Ottawa, le 9 décembre, 1879.

UNE LETTRE DU NORD-OUEST.

(Communiquée au Canada.)

Un drame au Nord-Ouest.—Meurtre de l'homme de police Grayburn.—Détails complets.—Les funérailles.—Attitude de la population.—Signification de cet événement.

Les colons qui habitent les environs de la montagne au Cypris ont été fort émus, la semaine dernière—et la chose était toute naturelle—en apprenant qu'un homme de la police à cheval avait été tué par les Indiens. Cette nouvelle a causé d'autant plus de surprise que les relations entre la police à cheval et les Indiens ont toujours été et sont encore, somme toute, des plus amicales. Je me suis renseigné auprès d'un membre de la police à cheval, et voici ce que j'ai appris:

Il paraît que la police montée garde tous ses chevaux en bande, ou troupe, à un endroit situé à quelques milles du fort Walsh. Cette bande de chevaux est sous les soins d'un sous-officier et d'un détachement de la police à cheval. Pendant l'été, les Indiens n'ont aucune crainte de les approcher. Mais cela devait arriver bientôt, comme une triste expérience l'a prouvé, et un brave garçon vient de perdre la vie dans l'exercice de ses devoirs.

Il s'appelait Grayburn. On me dit qu'il est venu d'Ottawa avec le dernier détachement et qu'il appartenait à l'une des familles les plus recommandables de votre ville.

Vers 9 heures du matin, le 17 courant, le nouveau Grayburn fut envoyé par le sous-officier de service, à une vieille maison de bois appartenant au détachement, pour y chercher une hache et de la corde qui y avaient été laissées le jour précédent. Cette cabane est située à environ trois milles du parc aux chevaux et huit milles du fort Walsh.

Grayburn partit à cheval, et comme il n'était pas revenu à l'heure où on l'attendait, le sous-officier supposa qu'il s'était égaré, comme cela est arrivé souvent aux hommes chargés de la garde du parc aux chevaux. Il l'envoya immédiatement des hommes à sa recherche. Mais ils marchèrent toute la soirée et toute la nuit, sans découvrir trace de leur camarade. Dès le matin, la nouvelle fut communiquée à l'officier commandant le fort Walsh, et le commissaire de police, le lieutenant-col. McLeod, envoya un détachement accompagné d'un mois.

Tout ce qu'on put faire, ce soir-là, fut d'augmenter la garde, car il faisait encore nuit à l'arrivée du mois, et le trajet entre le parc aux chevaux et l'endroit où se trouvait le corps ne peut se faire en voiture.

Le lendemain matin, le colonel McLeod, accompagné d'un officier et de quelques hommes et éclaireurs, se rendit sur le théâtre du meurtre. Un des éclaireurs, mépris reconnu pour un des hommes les plus habitués aux sentiers du pays, parvint, après quelques recherches, à trouver les traces du cheval qui montait Grayburn. Il les suivit et, au bout d'environ cent verges, découvrit le cheval. Il était mort. On l'avait attaché à un arbre et une balle lui avait traversé la tête. Les Indiens avaient évidemment tué l'animal pour l'empêcher de retourner au parc sans son cavalier, ce qu'il aurait probablement fait, et l'alarme aurait été ainsi donnée immédiatement. Le cadavre était gelé et

tout couvert de sang, il fut impossible de constater des larmes, la nature exacte de la blessure qui avait causé la mort. Mais quand le cadavre fut porté au poste, on constata que Grayburn avait reçu dans le dos une balle évidemment tirée par un pion, parce qu'elle était entrée dans l'omoplate gauche et, inclinant à gauche, avait remonté et, après avoir traversé le poulmon gauche, était restée presque à fleur de peau.

Près du corps on a trouvé les traces de deux Indiens—je dis "de deux Indiens," parce que c'étaient des traces de mocassins. Aussi, des pas de cheval.

Au moment où il a été tué, Grayburn avait sa carabine, qu'on n'a pas encore retrouvée. Pres du cadavre on trouva sa ceinture; les munitions en avaient été enlevées, mais on les a retrouvées près du corps du cheval. On a aussi trouvé une coquille de cartouche, vide, gros calibre, comme celles dont les Indiens font usage. La balle extraite du corps est de la grosseur correspondante, et le commissaire Grayburn. C'était un jeune homme à la fois exemplaire et aimable, bon cavalier, d'une bravoure à toute épreuve, et s'il eût eu la moindre chance d'utiliser sa carabine, il n'y aurait pas manqué. Mais le sort en a voulu autrement, et il est tombé victime d'un lâche meurtrier qui, j'espère, aura à répondre de son crime.

Après ce que je viens de dire de Grayburn, il est presque inutile d'ajouter que chacun l'aimait—ses camarades comme les personnes étrangères.

Il a été enterré avec tous les honneurs militaires. Tout le détachement assistait à ses funérailles, ainsi que tous les habitants des environs. La tristesse que l'on remarquait sur tous les visages disait assez combien le défunt était estimé. Le colonel McLeod a lu, d'une voix émue, le service funèbre. Les parents et amis de Grayburn, à Ottawa, auront au moins la consolation d'apprendre que, bien qu'il soit mort loin du pays, ses camarades et amis l'ont accompagné à sa dernière demeure. Il est mort à son poste, en bon soldat anglais. On éprouve ici les plus douloureuses sympathies pour sa famille.

Ignorant les mesures prises pour découvrir le ou les meurtriers; mais chacun a confiance dans le commissaire de la police à cheval, et nul doute que cet énergique officier ne négligera rien pour découvrir les auteurs du meurtre.

Il ne faudrait pas croire que le meurtre d'un homme de la police à cheval signifie un mouvement général des Indiens. Avant qu'il eût été tué, des meurtres avaient lieu toutes les semaines, et si l'on considère le nombre des Indiens, il y a encore lieu d'être surpris que les événements de ce genre ne soient pas plus fréquents.

LA SEMAINE FINANCIERE.

(Pour le Canada.)

La statistique des dix dernières années prouve, d'une manière évidente, que le succès du commerce de bois est étroitement lié à la prospérité du Canada, surtout de la partie où il est le plus exploité. Les exportations pour les années de 1869 à 1878 sont comme suit:

Table with 2 columns: Year and Amount. Rows: 1869 (\$19,838,963), 1870 (\$20,940,434), 1871 (\$22,332,211), 1872 (\$22,685,382), 1873 (\$25,586,816), 1874 (\$26,817,715), 1875 (\$24,781,780), 1876 (\$20,337,469), 1877 (\$20,665,787), 1878 (\$20,654,829).

Les années de notre plus grande prospérité—surtout celle des environs d'Ottawa—ont été les années où le commerce avec les Etats-Unis a été le plus considérable. Le tableau suivant indique le montant de bois exporté en Angleterre et aux Etats-Unis de 1873 à 1878:

Table with 2 columns: Destination and Amount. Rows: Grande-Bretagne (1873: \$13,719,000; 1874: \$12,948,000; 1875: \$14,928,000; 1876: \$15,335,000; 1877: \$14,031,000; 1878: \$17,086,000), Etats-Unis (1873: \$2,918,000; 1874: \$2,650,000; 1875: \$2,650,000; 1876: \$2,650,000; 1877: \$2,650,000; 1878: \$2,650,000).

Comme on le voit, par les chiffres ci-dessus, l'Angleterre a importé du Canada son montant ordinaire quant à la valeur, mais plus considérable quant à la quantité, dans les dernières années, si l'on tient compte du prix de cet article.

En 1869, le prix du bois carré était, à Québec, de 35 cents à pied; en 1873, 36 cents; en 1878, 26 cents; et en 1879, 22 cents. Le bois scié, qui va à \$12, en 1873, s'est vendu pour \$8 en 1878. Si l'on prend en considération les chiffres ci-dessus, on s'explique pourquoi la crise financière s'est fait sentir si fortement dans la vallée de l'Ottawa. La protection accordée aux intérêts des manufacturiers prouve son influence dans les affaires des autres manufacturiers de manière à convaincre les plus sceptiques que le gouvernement actuel a trouvé la solution d'un problème difficile à résoudre. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est que l'Ottawa jouit d'une part raisonnable de prospérité, pour que la propriété foncière reprenne sa valeur réelle au lieu d'une valeur nominale, c'est une activité dans ces deux branches de notre industrie principale.

Le commerce de bois scié est fait pour ainsi dire entièrement avec les Etats-Unis; la dépression commerciale qui a existé chez le peuple américain les a forcés à exploiter leur industrie forestière, ne pouvant diriger avec avantage leurs efforts dans d'autres directions. La prospérité s'aurait renaitre dans ce pays; les industries les plus rémunératrices reçoivent l'attention des capitalistes, et l'importation du bois scié du Canada a pris une impulsion nouvelle à des prix plus élevés.

L'Angleterre a toujours été notre principal marché pour le bois carré. La construction de navires paraît prendre en ce pays un nouvel élan, et tout porte à croire que nos marchés de bois vont voir de leur part de la prospérité générale, et qu'Ottawa aura lieu de se réjouir en 1880.

800 émigrants sont arrivés à Ottawa cette année; tous ont trouvé de

l'emploi, soit dans les campagnes environnantes, au canal Lachine ou sur le chemin de fer du Canada Central.

M. J. M. Clark, d'Ottawa, a vendu à une compagnie de Glen's Falls, N. Y., son droit de brevet pour faire des briques blanches, moyennant la ronde somme de \$60,000.

La manufacture d'orgues de Bowmansville a reçu une commande d'Angleterre pour 25 instruments.

La ville de Coaticook, dans les townships de l'Est, a organisé la compagnie "Le Pionier," avec un capital de \$150,000, pour exploiter la betterave à sucre.

Les nouvelles concernant la mission de sir A. T. Galt, en France et en Espagne, sont des plus satisfaisantes. Tout porte à croire que les négociations ouvertes pour établir un commerce direct avec le Brésil et le Japon auront un succès complet.

La fertilité du sol au Nord-Ouest attire l'attention publique d'un grand nombre de plus en plus accentuée; il n'y a pas à douter que ce sera le territoire le plus fertile et le grenier du Canada.

Toutes les manufactures de draps canadiens sont obligées de travailler une partie des nuits pour exécuter les commandes reçues et ont de l'ouvrage pour plusieurs mois d'avance.

Thé.—La hausse sur le prix du thé est attribuée à une diminution d'importations qui est calculée être de 10 à 12 millions de livres de moins pour l'année courante. On calcule que 17 millions de livres de thé seront consommées par mois en Canada, soit un total de 204 millions pour l'année.

Poisson.—Le rendement des pêcheries à l'île du Prince-Edouard, pour l'année courante, est si considérable qu'il devra avoir une influence sur le prix de cet article.

Nouveautés.—Cette branche de commerce paraît beaucoup meilleure que l'année dernière; les faillites sont moins nombreuses et les remises d'argent plus fréquentes.

Epiceries.—Il n'y a pas d'augmentation notable, dans le prix des épices, depuis la semaine dernière.

Le crédit foncier de France demandait récemment un emprunt de 900,000,000 de francs; 209,224 lettres ont été reçues offrant dix fois le montant demandé; c'est une preuve de la richesse de ce pays, qui annonce cette année un surplus considérable. Quel contraste avec l'Allemagne qui constatait un déficit de 62,000,000 de francs!

La banque d'Angleterre possède une réserve de 46 pour cent du montant de ce qu'elle doit.

L'ère de prospérité paraît de plus en plus accentuée aux Etats-Unis. Pendant les vingt dernières années, la population de ce pays a augmenté de plus de 21,000,000 d'âmes.

La recette de la dernière année fiscale est évaluée à \$280,000,000 et la dépense à \$265,000,000, soit un excédant de \$15,000,000.

La Louisiane évalue sa récolte de sucre à \$25,000,000.

La valeur des actions du chemin de fer "New-York Canada Central" est calculée valoir au pair \$89,428,300; la famille Vanderbilt y figure pour une somme de \$50,000,000.

Les actions de banque à Montréal sont à l'état ferme—une légère hausse s'est fait sentir dans les banques suivantes: la banque de Montréal est cotée à 14 1/2; la banque des Marchands, à 91; la banque Ontario, à 72; la banque du Commerce, à 119; et la banque Moison, à 78.

La banque Union a déclaré un dividende de 2 pour cent pour les six derniers mois.

Les affaires de la banque Consolidée de Montréal seront probablement transférées à une autre banque de cette ville. L'argent est abondant; on peut se procurer à 5 pour cent, avec sûreté collatérale et payable à demande.

Les syndics chargés de régler les affaires de la Banque des Artisans vont mettre en force la clause dans l'acte des banques qui tient les actionnaires responsables pour le double montant de leurs actions. Cinq demandes de 20 p. cent chaque sont faites afin de payer toutes les dettes de cette institution défunte. Il faut espérer que cette sévère et juste leçon aura pour effet d'éveiller l'attention des actionnaires de toutes nos banques; de leur démontrer l'importance de faire un choix judicieux de ceux qui doivent administrer leurs intérêts pécuniaires.



HUILE AUSTRALE DE PRATT 180 degrés à l'épreuve du feu.

La meilleure huile de charbon du monde!

PAS DE FUMEE. PAS DE SENTEUR. PAS D'EXPLOSION. SEULEMENT CHEZ SHAW CRYSTAL HALL 68 Rue Sparks.

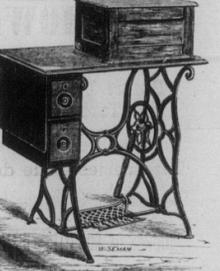
PRENEZ GARDE!



Certains gens font passer de l'huile du Canada pour celle des Etats-Unis, prétendant l'acheter de nous pour fournir leurs clients.

CECI EST FAUX. Il n'y a pas d'autre huile américaine en ville et aucun marchand ou revendeur ne l'achète de nous, ni ne peut la vendre. Cette huile ne peut s'acheter que de nous, à notre établissement 63 rue Sparks, et de là est destinée à tous nos clients.

Williams' Singer



LA MEILLEURE

MACHINE A COUDRE

DU MONDE.

N'a pas son égale pour le fini, la durée et l'étendue de l'ouvrage fait.

2000 SONT MAINTENANT EN USAGE A OTTAWA.

Aucun autre MOULIN ne donne autant de satisfaction.

THOMAS MAY, Agent général pour Ottawa.

BUREAU PRINCIPAL: 210 Rue Sparks.

SUCSÉSSALE: 284, RUE D'ALHOUSIE.

Ottawa, 25 nov. 1879.

Le grand

ETABLISSEMENT

DE LA VILLE, POUR

MARCHANDISES

DE MODES,

Vêtements d'hommes

etc., etc.

EST CELUI DE

G. C. EGAN,

537 & 539

RUE SUSSEX.

Les gens de la campagne trouveront leur